

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Que-dit-le-GIEC-sur-le-nucleaire-dans-son-dernier>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Le nucléaire ne sauvera pas le climat > En savoir plus : nucléaire, une fausse solution pour le climat > **Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ?**

16 septembre 2019

Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ?

Le 8 octobre 2018, le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat) a publié un rapport sur les solutions pour rester sous 1,5°C de réchauffement global d'ici à la fin du siècle. Pour les partisans du nucléaire, ce rapport présenterait cette technologie comme « indispensable » pour répondre au défi climatique.

Une telle affirmation révèle une interprétation erronée du rapport et une méconnaissance de son contenu. En réalité, ce texte rappelle que le nucléaire est une option marginale et dispensable. Critique sur les opportunités de développement de cette technologie, il met clairement en évidence ses impacts négatifs.

Pour l'industrie nucléaire, la crise climatique est une opportunité de verdir son image. Chaque année, elle assaille les conférences climatiques, espérant faire bénéficier cette technologie d'un traitement de faveur au prétexte de ses émissions peu élevées. En parallèle, elle finance des expertises pour tenter de démontrer les bienfaits du nucléaire.

De ce fait, elle surveillait attentivement la sortie du dernier rapport du GIEC, qui synthétise les réflexions sur l'enjeu de la limitation du réchauffement à 1,5°C d'ici 2100 et les moyens pour y parvenir. En effet, ce rapport démontre la nécessité d'un effort supplémentaire pour viser plus loin qu'une limitation du réchauffement à 2°C, afin de préserver des millions de vies humaines [1]

Le nucléaire n'est pas indispensable pour rester sous 1,5°C de réchauffement

Au début du rapport, quatre trajectoires-type sont présentées, illustrant des évolutions techniques et sociales possibles pour contenir le réchauffement à 1,5°C. Or ces quatre trajectoires tablent toutes, à des degrés divers, sur un recours accru au nucléaire, qui peut aller jusqu'à +468% en 2050. Pour les partisans de cette technologie, l'affaire est pliée : le GIEC préconiserait le recours à l'atome, « indispensable » pour rester sous 1,5°C.

Or il s'agit d'une conclusion bien hâtive, à plusieurs points de vue. En effet, **elle prête à tort au GIEC un rôle prescripteur**, alors que celui-ci n'a pas pour mission de promouvoir ou proscrire les

technologies qui sont sur la table.

De plus, cette conclusion est erronée : ces trajectoires constituent en fait des fourchettes médianes par rapport à 80 scénarios. **Selon le rapport, plusieurs de ces scénarios permettant de rester sous 1,5°C de réchauffement voient le nucléaire décliner, voire disparaître à la fin du siècle.** Ces scénarios confirment que le nucléaire n'est pas indispensable [2]

On peut par ailleurs s'interroger sur les postulats des scénarios à forte croissance du nucléaire. En effet, le GIEC part des travaux disponibles sur les sujets concernés, qui peuvent être concordants ou contradictoires, rares ou foisonnants, avec les biais habituels propres au monde de l'expertise (existence ou non d'une recherche indépendante, perméabilité aux lobbies des revues à comité de lecture, etc.). Ceci explique qu'on retrouve aussi dans la littérature citée **des articles s'apparentant très fortement à des commandes d'industriels à des experts qui leur sont proches**, notamment concernant le développement du nucléaire en Chine [3], mais aussi sur le rôle de différentes technologies [4].

On notera en tout cas que les trajectoires où la croissance du nucléaire est la plus forte, qui tablent sur un développement de technologies controversées pour éviter un « changement de système », aboutissent au dépassement temporaire des 1,5°C de réchauffement.

Surtout, ces trajectoires ne constituent pas des prédictions, et ne résument pas le rapport. Nous avons interrogé un de ses co-auteurs, Henri Waisman, chercheur à l'IDDRI [5], qui précise : « *Ces trajectoires sont un point d'entrée pour l'analyse du rôle des technologies dans l'atteinte de l'objectif 1.5°C qui ne prend en compte que certains déterminants, liés essentiellement à des hypothèses de coûts. Pour une évaluation complète des développements technologiques dans l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en perspective ces études de modélisation avec l'analyse des autres chapitres du rapport qui étudient les transformations systémiques d'ensemble et les conditions de faisabilité des différentes options en fonction des dimensions sociales, institutionnelles et environnementales prises dans leur globalité et dans leurs spécificités locales* ».

Le GIEC relativise le potentiel de développement du nucléaire

De fait, les chapitres suivants du rapport dénotent un certain scepticisme quant à une forte croissance du nucléaire. En parallèle, ils soulignent les perspectives promises aux alternatives énergétiques. La comparaison est sans appel ! « *La transition énergétique requise pour limiter le réchauffement à 1,5°C est en cours dans de nombreux secteurs et régions du monde [consensus haut]. La faisabilité politique, économique, sociale et technologique de l'énergie solaire, éolienne et des technologies de stockage d'électricité s'est spectaculairement améliorée ces dernières années, tandis que celle du nucléaire [...] n'a pas montré d'amélioration similaire* » [6] .

On y observe que le rythme soutenu de construction de centrales observé en France dans les années 60-70 n'est plus reproductible. On y relève également qu'**à la différence de ceux des énergies renouvelables, les coûts du nucléaire se révèlent toujours plus élevés que prévu**, et ont même crû fortement dans certains pays, les investissements se révélant trop risqués.

Le constat est fait que le développement du nucléaire nécessite soit des conditions monopolistiques sur le marché de l'électricité, soit des mécanismes de prix garanti, comme ceux employés pour le projet britannique d'EPR d'Hinkley Point (par ailleurs très critiqués).

Pour les auteurs du rapport, l'**« acceptabilité sociale » est susceptible de conditionner et limiter fortement le développement du nucléaire.** Le GIEC rappelle d'ailleurs que les accidents

nucléaires ont un impact sur cette acceptabilité, et qu'à ce titre, des questions ont été soulevées sur le risque de pressions politiques ou économiques qui viendraient affaiblir la sûreté des installations...

Enfin, il est rappelé que le nucléaire est vulnérable au changement climatique et que l'augmentation des températures en diminuera l'efficacité.

Interrogés sur la place du nucléaire dans le rapport, de nombreux auteurs s'étonnent qu'on se focalise sur une technologie qui joue un rôle si marginal. On comprend pourquoi !

Le GIEC recense de nombreux impacts négatifs du nucléaire

Enfin, le dernier chapitre étudie les impacts de différentes technologies au regard des objectifs de développement durable de l'ONU (lutte contre la pauvreté, santé, éducation, préservation de l'environnement...). Il pondère également ces impacts en fonction du niveau de consensus qui les entoure et des preuves apportées par la littérature scientifique.

Malgré quelques références aux controverses sur les impacts sanitaires des accidents [7], les aspects négatifs du nucléaire sont clairement soulignés. **Persistance d'un risque « non négligeable » d'accident, problème des déchets radioactifs, coût de la gestion des déchets et du démantèlement, pollution et impacts sanitaires des mines d'uranium, consommation importante d'eau et impacts des rejets d'eau chaude sur les milieux** : tous ces points, reconnus comme bien documentés, font l'objet d'un consensus large.

L'accroissement des leucémies infantiles autour des centrales, bien que considéré comme faisant l'objet de controverses, est également mentionné. Enfin, le rapport cite un **consensus sur le risque « constant » de prolifération** des armes nucléaires que pose la poursuite du recours à la technologie nucléaire civile.

Il en ressort que les trajectoires avec nucléaire élevé sont moins équitables et moins « durables ». Cette longue mention d'aspects négatifs contraste fortement avec les nombreux bénéfices reconnus à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement du solaire et de l'éolien.

Face au lobby nucléaire qui prend l'argument climatique en otage et invoque à tort les travaux du GIEC, il est donc nécessaire de rappeler ce que contient vraiment ce rapport...

Et pour en savoir plus sur le rôle du nucléaire face au changement climatique, nous vous encourageons à consulter l'étude [L'option nucléaire contre le changement climatique : risques associés, limites et frein aux alternatives](#) publiée par le cabinet indépendant WISE-Paris en 2015.

Notes

[1] Plus d'informations à ce sujet [sur le site du Réseau Action Climat](#)

[2] À ce sujet, voir l'étude [L'option nucléaire contre le changement climatique : Risques associés, limites et freins aux alternatives](#) produite par le cabinet indépendant WISE Paris en 2015.

[3] Certaines études mentionnées dans le rapport relèvent visiblement de la commande d'industriels désireux de s'engouffrer dans la brèche. Ainsi, un article consacrée aux « [perspectives et étude de faisabilité pour le nucléaire en Chine dans l'objectif des 1,5°C de réchauffement](#) » envisage l'installation à marche forcée de 415 à 500 GW de capacité nucléaire dans le pays en 2050 (pour 363 GW en 2018 dans le monde entier), avec un développement massif des mines d'uranium et des importations de ce minerai et des mesures pour faire en sorte

que la population accepte cette technologie...

[4] On peut ainsi déplorer la mention d'articles émanant de chercheurs dotés d'une certaine légitimité en tant que climatologues... mais qui, concernant les questions énergétiques, sortent de leur domaine d'expertise et dont les liens avec l'industrie peuvent amener à questionner la neutralité. Citons ainsi André Berger, climatologue belge, dont plusieurs articles favorables au nucléaire sont mentionnés (par exemple *Nuclear energy and bio energy carbon capture and storage, keys for obtaining 1,5°C mean surface temperature limit*, publié en 2017 dans *International Journal of Global Energy Issues*). Pour la petite histoire, André Berger a également exercé des fonctions de consultant pour EDF. Quelques propos issus [d'une de ses interviews](#) peuvent donner un aperçu de son objectivité : « *Les déchets nucléaires sont les déchets les plus propres qui existent sur la Terre à l'heure actuelle. Pourquoi ? Parce que la sécurité qu'on leur a imposé fait qu'on ne peut pas trouver plus sécurisé que ça. Les déchets nucléaires de basse radioactivité sont vitrifiés et ils sont alors 100 fois moins émetteurs que votre poste de télévision* ».

[5] Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

[6] Traduction d'un extrait du chapitre 4, p.5

[7] Ces travaux reposent notamment sur l'approche constituant à comparer le nombre de morts « sur le coup » des accidents liés aux différentes technologies. Une telle démarche est biaisée, dans la mesure où les pathologies liées aux pollutions nucléaires ne se développent qu'au bout de quelques années et ne se traduisent pas immédiatement par des décès.